

Le monde n'est pas une marchandise

Depuis sa création par nos gouvernements en 1995, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) impose un processus de libéralisation généralisée, qui concerne non seulement le commerce international, mais aussi tous les secteurs de la vie économique et sociale.

Contre un processus de marchandisation du monde dans tous les aspects de la vie quotidienne

L'OMC ignore la satisfaction des besoins alimentaires, sanitaires, environnementaux et sociaux parce qu'elle ne s'occupe que des intérêts commerciaux et des profits financiers des firmes transnationales. L'un des 29 Accords de l'OMC s'appelle l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Signé par les Etats membres il organise la libéralisation, la privatisation et la déréglementation de tous les services. Il s'attaque aux fondements mêmes de toute législation sociale et a pour objectif de livrer à la libre concurrence les missions publiques et les secteurs vitaux d'intérêt collectif (santé, éducation, culture, audiovisuel, services de communication, transports, énergie, eau, logement).

Pour une mondialisation des droits sociaux

L'OMC entend mettre sur le même terrain des pays aux économies et aux rapports sociaux différents. Cette mise en concurrence a provoqué l'augmentation des inégalités de richesse entre les pays du Nord et du Sud, de l'Est et de l'Ouest. Dans chaque pays elle a aussi creusé le fossé entre les gestionnaires de la mondialisation et une population de plus en plus précarisée et paupérisée. Les droits des citoyens sont sans cesse remise en cause.

Se mobiliser pour que les Etats rejettent l'AGCS

Les mobilisations citoyennes ont déjà conduit à l'abandon de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) en 1998 ; les négociations de l'OMC à Seattle ont échoué en 1999. A ces occasions les gouvernements ont dû entendre la voix des peuples qui ne veulent pas que la finance et l'ultralibéralisme guident le monde.

Cette journée du 10 novembre 2001 est ainsi une journée nationale et internationale de mobilisation des citoyens pour que les Etats rejettent définitivement l'AGCS.

*Pour plus d'informations
et pour nous contacter
Collectif rouennais pour
le contrôle citoyen de l'OMC*

*6 rue de Carville 76 000 Rouen
0235150806*

CCC-OMC de Rouen

*Confédération Paysanne - CGT cheminots - Ecole émancipée - FSU -
SNES - SNUipp - SUD éducation - SUD Rail - ATTAC - Cimade -
CREAL du Pays de Bray - Un travail pour chacun
Alternative libertaire - Les Alternatifs - les Verts - le PCF*